

VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES À GHARDAÏA

Les Mozabites enterrent leur 12^e mort

Grièvement atteint à coups de fusils de chasse, lors des affrontements qui ont secoué la région de Berriane, au début de la semaine passée, le jeune père de famille Kaci Oussalah Rostom, 34 ans, a rendu l'âme hier, à la clinique privée les Oasis de Ghardaïa.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le jeune père de famille mozabite n'a pas survécu à ses blessures. Les rondelles de fer lancées à coups de fusils lors des affrontements qui ont opposé Chaâmbis et Mozabites, dans la nuit de samedi à dimanche de la semaine passée, ont eu raison de la victime.

Kaci Oussalah Rostom, qui a déjà souffert des violences enregistrées dans la région en 2008, n'a pas eu le temps de s'installer dans sa maison qui avait brûlé à l'époque et qui a mis 6 ans pour la reconstruire. «Ce qui nous chagrine le plus, c'est qu'on a fait

de son épouse une veuve et de ses enfants des orphelins. Quant à sa maison dont il a souffert pour la retaper, il ne l'habitera jamais...», regrette Hamou Mosbah, notable mozabite et fédéral du FFS à Ghardaïa. Ce dernier ne comprend pas «pourquoi ce scénario dramatique, qui a plongé la région dans le chaos depuis presque une année, ne prend toujours pas fin.» Il insiste à ce propos, sur l'urgence d'une solution politique : «La matraque a montré ses limites, et s'est même retournée contre l'Etat qui l'emploie de manière répressive et abusive.»



Les affrontements ont plongé Ghardaïa dans le chaos.

Il cite comme exemple, les citoyens de Ksar Mlika, plus précisément les 250 familles du quartier Bouhrawa, qui ont été empêchées de marcher ce samedi vers le siège de la wilaya de Ghardaïa. «Cela fait dix mois que leurs maisons ont été incendiées, et les forces de l'ordre les

empêchent toujours d'y accéder pour les retaper. Certains agents leur demandent des autorisations administratives pour regagner leurs demeures.

C'est injuste, et les autorités doivent comprendre que certains de ces gens-là habitent actuellement chez des parents et des

proches alors que d'autres ont loué chez des particuliers et n'ont plus les moyens de renouveler leurs contrats... Au lieu de leur tendre la main, ils envoient la police les réprimer à coups de bombes lacrymogène», relève toujours Hamou Mosbah.

Enfin, il est à signaler que le chef de la 4^e Région militaire est dans la région de Ghardaïa, depuis jeudi.

Selon une autre source, il a rencontré séparément les notables chaâmbis et mozabites, ainsi que des représentants de la société civile. «Il a été très ferme, parfois menaçant. Il a clairement signifié aux uns et aux autres : «retenez vos enfants et ne m'obligez pas à faire intervenir mes hommes»», affirme la seconde source.

M. M.

INCIDENT À LA
FRONTIÈRE
ALGÉRO-MAROCAINEL'Algérie rejette une
présentation
«fallacieuse» des faits
par le Maroc

L'Algérie a rejeté hier la présentation «fallacieuse» faite par la partie marocaine de la réaction des gardes-frontières algériens, sujets de provocation par un groupe de contrebandiers marocains, ainsi que son exploitation politico-médiatique «abusive».

«Le ministère des Affaires étrangères rejette catégoriquement la présentation fallacieuse d'un incident survenu, le 18 octobre courant, à la frontière algéro-marocaine ainsi que l'exploitation politico-médiatique abusive qui en est faite par la partie marocaine», précise un communiqué du ministère. Le ministère a rappelé que «la réalité est qu'une patrouille de gardes-frontières qui a été ciblée, ce jour-là, par des jets de pierres par un groupe de contrebandiers marocains a réagi d'une manière professionnelle, comme d'habitude, par deux tirs de sommation en l'air qui ne peuvent, en aucune manière, provoquer des blessures à une quelconque des personnes engagées dans l'acte de provocation».

«La manipulation des faits et l'escalade dans le discours des autorités marocaines à des fins, pour le moins inavouables, témoignent d'une attitude irresponsable qui ne sied point aux valeurs de fraternité et de bon voisinage qui lient les deux peuples», poursuit le ministère.

«L'Algérie, qui déplore la propension de certains dirigeants marocains à travestir la vérité, rejette, encore une fois, le recours à ces méthodes provocatrices au moment où le contexte international et régional exige une relation sereine et constructive ainsi que de la retenue dans les actes comme dans les propos», a-t-on souligné de même source.

«Cette inclination de la partie marocaine à détériorer délibérément le climat des relations bilatérales ne sert ni ses intérêts bien compris ni ceux des peuples de la région», déplore le ministère des Affaires étrangères.

APS

RETARD DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES
POLITIQUES

«Inacceptable», selon Hanoune

Inacceptable le retard dans la mise à exécution des réformes politiques promises par Bouteflika, selon Louisa Hanoune. La secrétaire générale du Parti des travailleurs appelle le Président à accélérer le processus car, dit-elle, «la politique a horreur du vide».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Six mois après les présidentielles, la mise en place des réformes tarde à intervenir selon la secrétaire générale du Parti des travailleurs qui appelle à l'accélération du processus en rendant la parole au peuple et en ouvrant un large débat pour la construction d'institutions démocratiques jouissant de crédibilité mais surtout pour sortir de ce que Hanoune qualifie de «restes du parti unique».

Ce n'est que grâce à une grande mobilisation populaire que l'Etat algérien, dit-elle,

pourra s'immuniser. Cela exige selon la numéro un du PT «d'en finir avec les précarités sociales». Elle s'exprimait à l'occasion des travaux de la session ordinaire du bureau politique, consacrés à l'évaluation de la situation nationale tant au plan politique, social, qu'économique en prévision de la tenue d'une session du comité central à la fin de la semaine.

Des réunions qui interviennent, selon Hanoune, dans un contexte des plus particuliers au plan régional mais également mondial.

L'Algérie est, dit-elle, entourée de «volcans» au moment où Obama, dit-elle, a décidé de mener une guerre dans la continuité de celle menée par Bush en Irak sous prétexte de lutter contre le terrorisme au moment où les preuves sur l'origine de Daesh sont irréfutables puisque, dit-elle, les Etats-Unis s'en servent pour mieux s'implanter dans la région et détourner le regard sur ce qui se passe en Palestine.

C'est dans ce contexte que des pressions sont exercées sur l'Algérie qui refuse de se joindre à la coalition internationale.

Sur un plan interne, Hanoune a évoqué le récent mouvement des policiers qui doit, selon elle, n'être appré-

hendé que sous l'angle des revendications purement socioprofessionnelles, loin des lectures qui y voient des luttes de clans.

S'agissant de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, Hanoune fustige les «contradictions qui donnent le tournis», affirmant que le mensonge, c'est de dire que l'Algérie ne perdra pas sa souveraineté en y adhérant.

Campant sur ses positions, Hanoune a appelé au retrait du code du travail, estimant d'autre part que la loi sanitaire remettait au goût du jour l'indignité et ne cachant pas son effarement vis-à-vis de l'attribution de contrats de gestion des hôpitaux à des entreprises étrangères.

N. I.

BÉJAÏA

Clôture de l'université d'été du RCD

Entamés dans la matinée de vendredi, les travaux de la traditionnelle université d'été du RCD ont pris fin dans la soirée de samedi dans la cité balnéaire de Souk El Tenine, à l'est du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa.

Initiée sous le signe «la jeunesse engagée pour la transition démocratique», autour de nombreux thèmes liés à la laïcité, la gestion organique, la technique de rédaction et de communication, l'état unitaire et régionalisé, la rencontre de Souk El Tenine a été également ouverte sur l'état des droits de l'Homme et des libertés dans le pays.

Maître Debouz Salah, président de la LADDH et Sadat Fetta, universitaire et secrétaire nationale du parti, ont mis en exergue les violations récurrentes de la Constitution, des lois et des conventions internationales, ratifiées par l'Algérie.

Dans leurs interventions, les

deux conférenciers ont notamment dénoncé l'usage, sans cesse croissant, de l'arbitraire ainsi que les pressions et les menaces visant les défenseurs des droits de l'Homme.

Invitée à la rencontre, Marie-Eve Bilodeau, directrice du NDI Algérie, est revenue dans sa communication sur les expériences des organisations des jeunes à travers le monde.

L'exposé de la responsable du NDI Algérie, qui a suscité un vif intérêt auprès des participants, a notamment mis en évidence la diversité de telles organisations, selon les contextes nationaux et les objectifs visés par une telle démarche.

Les luttes syndicales dans le pays étaient aussi au programme de l'université d'été du Rassemblement, Kamel Sellami, du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), Meziane Meriane, coordinateur national du Snapest et Kadour Chouicha, du syndicat des enseignants du supérieur (SESS), ont animé une conférence-débat sur le thème «syndicats autonomes : entre pressions sociales et censure politique».

Slimane Medhar, auteur et professeur de psychologie sociale, a axé son intervention sur la problématique «de la violence sociale en tant que vecteur du sous-développement», mettant en évidence l'ampleur de ce phénomène et ses conséquences sur la vie économique et sociale du pays.

Présents à la rencontre du RCD, l'ancien ministre, Abdelaziz Rahabi et Ahmed Adimi, universitaire, ont exposé sur le thème «la diplomatie algérienne face à la nouvelle donne géopolitique». Une communication visant à imprégner les jeunes militants du Rassemblement sur les mutations régionales et mondiales.

Les travaux de la rencontre, marqués par le libre débat et l'engouement des jeunes à soulever des questions pertinentes, comme le soulignera l'ancien ministre, Rahabi, lors de sa communication autour de la politique étrangère et des relations internationales, les participants ont souligné les périls qui pèsent sur le devenir du pays à cause «d'un système politique délétère, qui a tourné le dos à la nation».

A. Kersani